

## Confinement et reprise de l'économie : ne pas se tromper de cible Maryannick Chalabi

Depuis quelques jours, s'échangent des propos parfois épidermiques sur arrêt ou non du confinement.

Que les choses soient claires en préambule. Il ne fait aucun doute que, quelque soit l'origine du virus, la crise actuelle est due, en France du moins, à la politique libérale menée par les gouvernements qui se sont succédés depuis les années 80 : casse des services publics, santé et recherche en premier plan ; mise en oeuvre de la rentabilité et de l'auto-financement des services publics ; délocalisation à la recherche du meilleur profit... Tout ceci s'accompagnait, dans les dernières années, de la mise en accusation des fonctionnaires (privilegiés, trop nombreux, tire-au-flanc...) et de l'Etat providence.

L'incurie du gouvernement actuel a été largement démontrée.

Aujourd'hui la reprise de l'activité économique est présentée par de nombreux experts comme une nécessité pour le patronat et le grand capital, et ressentie par beaucoup comme une menace pour la santé publique.

Ce n'est pas si simple que cela. On peut dénoncer l'économie de marché, mais qui peut vivre sans rentrée d'argent ? C'est actuellement le cas de millions de personnes, petits commerçants, artisans, cultivateurs, et, dans le domaine de la culture, tous ceux qui vivent du spectacle vivant, artistes, techniciens, associations, tous ceux qui travaillent autour du patrimoine et du tourisme, animateurs, guides conférenciers... Et cette liste est loin d'être exhaustive. Beaucoup se sont laissés bercés par les "joies" de l'auto-entreprise et se retrouvent démunis. Sans oublier les retraités, contraints d'augmenter leur pension de misère par une activité d'appoint qui a disparu. Toutes ces personnes sont actuellement sans revenus et pour la plupart ne rentrent pas dans les "cases" prévues par le gouvernement pour d'éventuelles indemnités.

Beaucoup pensent que la crise actuelle va obligatoirement remettre en cause notre mode de société. Il ne faut pas se leurrer. Le gouvernement a, certes, bloqué les réformes actées ou en cours (chômage, retraite), mais ce n'est qu'un gel et pas une annulation. Par contre, il n'a pas tardé à prendre les ordonnances cassant le peu de droit du travail qui subsistait (semaine de 60 h, journées de 12 h). Le président du MEDEF vient de rappeler l'importance de la reprise de la CROISSANCE après la crise, en demandant des efforts particuliers aux travailleurs. Après l'"état/Etat de guerre", on va avoir un "plan spécial de sortie de crise" construit sur la remise en question des droits des travailleurs, ouvrant la voie à la reprise de l'économie libérale.

Alors, remettre en cause le modèle de société imposé par le libéralisme, OUI. C'est le rôle des travailleurs, des citoyens. Mais par quels moyens ? La première arme du peuple, c'est le rassemblement ! Rassemblements interdits par tous les régimes fascistes, dictatoriaux, autocrates. Les syndicats sont nés de sociétés secrètes contrant ces interdictions. Le confinement, assignation à résidence "volontaire" de tout un pays, est un excellent moyen de prendre en main une société. On peut certes s'illusionner sur l'échappatoire qu'offriraient les réseaux sociaux. Mais là encore, c'est un pis-aller. Je peux pétitionner tant que je veux de mon canapé. Mais ce n'est pas cela qui va peser sur les décisions du gouvernement et du patronat. Et les idées qui percent ici et là d'un arrêt du confinement progressif sont une voie vers la mise sous étoignoir de toute volonté de protestation et de manifestation.

Que les travailleurs de chaque branche d'activité aient la possibilité de décider s'ils se sentent menacés ou non dans leur travail, oui. Pas seulement pour le Covid-19, mais aussi pour les produits toxiques qu'ils manipulent, pour les horaires exorbitants qu'on leur impose et qui diminuent leur vigilance, pour l'obligation d'occuper seul un poste alors que les conditions de sécurité nécessitent d'être au moins 2, etc.

Une société ne peut exister que par la rencontre, spontanée ou organisée, des individus qui la composent, et qui, par leur rencontre, la critiquent, la contestent, la soutiennent. Autrement, on n'a

qu'une juxtaposition de personnes qui obéissent à des diktats que certains affirment indispensables et bons pour elles. La pensée individuelle se bloque, la délation encouragée s'installe. Le fascisme n'est pas loin ; l'embrigadement d'Etat en est l'antichambre.